

Circulaire n° 1 pour l'application
de l'I G Service Spécial
Série Mouvement n° 1
Série Commerciale n° 4
Série Services Financiers - Gares n° 2
+ Rectificatifs

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

**COMMISSION CENTRALE
DES CHEMINS DE FER**

Cm

CIRCULAIRE N° 1
POUR L'APPLICATION
DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE " SERVICE SPÉCIAL "
SÉRIE MOUVEMENT N° 1
SÉRIE COMMERCIALE N° 4
SÉRIE SERVICES FINANCIERS-GARES N° 2

Paris, le 7 octobre 1939.

Col.

Nm.

53

**MODALITÉS D'EXÉCUTION A PARTIR DU 12 OCTOBRE 1939
DES TRANSPORTS D'INTÉRÊT NATIONAL**

C.O. P. 14

Par dérogation aux dispositions du titre III de l'Instruction Générale — Service Spécial — Série Mouvement N° 1 — Série Commerciale N° 4 — Série Services Financiers — Gares N° 2, les transports d'Intérêt National sont définis provisoirement et exécutés selon les modalités ci-après :

Article 1^{er}. — Programmes de transports.

La confection des programmes de transports d'Intérêt National par la Direction Générale des Transports est, jusqu'à nouvel avis, limitée à un nombre réduit de marchandises (plus particulièrement certaines matières premières et pondéreuses) qui, dans l'intérêt même des utilisateurs et des services transporteurs, peuvent aisément faire l'objet de prévisions permettant leur inscription dans un programme.

Ces prévisions comportent l'indication :

- des tonnages sur certains courants de transports très importants et réguliers entre deux centres ou deux zones déterminées;
- pour les établissements très importants, du tonnage global des expéditions pour toutes les destinations ne rentrant pas dans les courants de transports ci-dessus visés.

A titre provisoire, il n'est établi de programme que pour les catégories de marchandises suivantes :

- combustibles minéraux et combustibles liquides;
- minerais;
- gros produits et demi-produits métallurgiques;
- matériaux de construction (y compris chaux et ciments);
- matériaux d'empierrement;
- amendements et engrais;
- blés;
- bois.

Cette liste peut, toutefois, être précisée et complétée en accord entre la Direction Générale des Transports et les départements ministériels intéressés.

Des programmes de transports sont également établis, dans toute la mesure du possible, pour les transports importants en provenance des ports maritimes.

Les programmes de transports approuvés par la Direction Générale des Transports sont adressés par elle aux Ministères demandeurs qui délivrent ou font délivrer s'il y a lieu par leurs Représentants locaux aux expéditeurs, dans la limite de ces programmes, des certificats de transport d'Intérêt National **sans bandes de couleur.**

Ces programmes sont également communiqués, à la Commission Centrale, aux Commissions Régionales et aux Sous-Commissions Régionales intéressées chargées de prendre les mesures utiles pour leur exécution.

Article 2. — Modifications aux programmes — Transports importants hors programme.

Pour les modifications aux programmes, ~~ainsi que~~ pour les transports importants hors programme des marchandises énumérées à l'art. 1^{er}, les demandes sont également présentées à la Direction Générale des Transports par l'intermédiaire des Ministères intéressés et après accord de la Direction Générale des Transports, des certificats de transport d'Intérêt National à **bandes diagonales rouges** sont délivrés par les Autorités locales habilitées de ces Ministères.

Article 3. — Transports hors programme — Transports peu importants.

Pour les transports des marchandises ne figurant pas à l'énumération de l'art. 1^o ainsi que pour les transports peu importants de marchandises énumérées à cet article, les autorités locales habilitées de chaque département ministériel sont autorisées à délivrer des certificats de transports d'Intérêt National à **bandes diagonales bleues** dans les conditions suivantes :

Chaque autorité locale habilitée de chaque département ministériel est autorisée à délivrer des certificats pour les transports d'Intérêt National à effectuer au départ des établissements de son ressort :

- **sans limitation de tonnage** pour les Représentants locaux du Ministère de l'Armement, du Service des Fabrications de l'Aéronautique et du Ministère de la Marine Militaire;
- **jusqu'à concurrence de 1.000 tonnes par quinzaine** pour les Autorités locales du Service des Ponts et Chaussées et du Service du Ravitaillement général, **quel que soit le tonnage de chaque expédition prise isolément ;**
- **jusqu'à concurrence de 300 tonnes par quinzaine** pour les Autorités locales, autres que celles qui sont indiquées aux deux alinéas précédents, **quel que soit le tonnage de chaque expédition prise isolément.**

Ces limites peuvent être modifiées par décision de la Direction Générale des Transports en fonction des besoins réels des Ministères demandeurs et des possibilités d'exécution des transports.

Si, notamment, le crédit de 1.000 tonnes (ou de 300 tonnes) par quinzaine s'avère insuffisant, l'Autorité locale intéressée peut demander, avec motif à l'appui, à la Direction Générale des Transports, par l'intermédiaire de l'Autorité centrale dont elle relève, l'autorisation de dépassement de ce crédit.

Dans l'attente de la décision de la Direction Générale des Transports, l'Autorité locale se rapproche de la Sous-Commission régionale dont relève la gare expéditrice pour qu'elle accepte, à titre de transport commercial et compte tenu de ses possibilités, le tonnage excédentaire.

La Sous-Commission régionale doit prendre les mesures utiles pour donner satisfaction à cette demande, sauf impossibilité absolue.

Article 4. — Exécution des transports.

Les certificats de transport d'Intérêt National établis soit en exécution du programme arrêté conformément aux dispositions de l'art. 1^{er}, soit par application des dispositions des art. 2 et 3, sont adressés par les Autorités habilitées des Ministères à l'expéditeur qui les remet à la gare de départ à l'appui de sa demande de matériel ou, pour les transports de détail et de petits colis, à l'appui de ses déclarations ou bulletins d'expédition.

Si la gare de départ ne peut assurer les transports demandés dans les délais normaux, elle en rend compte à la Sous-Commission Régionale qui prend les mesures utiles pour faire exécuter les transports d'Intérêt National ainsi demandés.

Le certificat de transport d'Intérêt National, dont le modèle est reproduit en annexe à la présente circulaire, se compose de 3 parties :

La partie *A* du certificat de transport est conservée par l'Autorité locale qui délivre ce certificat.

La partie *B* est annexée à la déclaration d'expédition et envoyée avec elle par la gare destinataire au Contrôle des Recettes.

Après départ de la marchandise, la partie *C* est adressée par la gare expéditrice à son Chef d'Arrondissement qui s'assure que les tonnages remis au transport sont conformes au programme (art. 1^{er}) et pour les transports hors programme, que chaque Autorité locale habilitée est restée dans la limite des délégations de tonnage et de compétence qui lui ont été accordées.

Le Chef d'Arrondissement adresse ensuite la partie *C* des certificats de transport à l'Autorité locale qui a délivré ces certificats et celle-ci, après rapprochement avec les souches, envoie la partie *C* à la Direction Générale des Transports.

REMARQUE. — La liste des Autorités locales habilitées par les divers départements ministériels et les prescriptions spéciales applicables aux transports de certains Services ministériels feront l'objet d'instructions complémentaires.

Le Commissaire Militaire,

PAQUIN.

Le Commissaire Technique,

R. LE BESNERAIS.

Modèle de certificat de transports d'Intérêt National.

N°

Partie A

CERTIFICAT DE TRANSPORTS
D'INTÉRÊT NATIONAL

Nom de l'expéditeur.....
Lieu de l'expédition.....
Nature de la marchandise.....
Tonnage à transporter.....
Lieu de destination.....
Nom du destinataire.....

Période pendant laquelle
doit se faire l'expédition }
Numéro de référence }
à l'article du programme }
auquel se rapporte l'expédition }
ou }
Date et n° d'autorisation }
de la D.G.T. }

Cachet portant le nom et la fonction de l'autorité
délivrante le certificat

Date..... le.....

Signature :

(Format 21x31)

N°

Partie B

CERTIFICAT DE TRANSPORTS
D'INTÉRÊT NATIONAL

Demande d'exécution d'un transport compris dans la

Période du..... au.....
Ministère demandeur.....
Nom de l'expéditeur.....
Lieu de l'expédition.....
Nature de la marchandise.....
Tonnage à transporter.....
Lieu de destination.....
Nom du destinataire.....

Période pendant laquelle
doit se faire l'expédition }
Numéro de référence à l'article du pro- }
gramme auquel se rapporte l'expédition }
ou }
Date et n° d'autorisation de la D.G.T. }

Nom, fonction
et adresse
de l'autorité délivrant
le certificat

Date..... le..... Signature :

Partie réservée au Transporteur

Ce volent est conservé par l'agent qualifié
du moyen de transport ayant assuré l'expédition.

N°

Partie C

CERTIFICAT DE TRANSPORTS
D'INTÉRÊT NATIONAL
AVIS DE DÉLIVRANCE

Compte rendu de l'exécution d'un transport demandé dans la

Période du..... au.....
Ministère demandeur.....
Nom de l'expéditeur.....
Lieu de l'expédition.....
Nature de la marchandise.....
Tonnage à expédier.....
Lieu de destination.....
Nom du destinataire.....

Numéro de référence }
au programme }
ou }
Date et n° d'autorisation }
de la D.G.T. }

OBSERVATIONS SUR L'EXÉCUTION DU TRANSPORT

Expédition assurée le.....
Date..... le.....

Signature du transporteur :

Nom, fonction et adresse de l'autorité
ayant délivré le certificat

Partie réservée à l'autorité qui a délivré le certificat,
pour observations éventuelles avant renvoi du volent à la D.G.T.

Ce volent est détaché par le transporteur après exécution du transport.
Il est complété et renvoyé à l'autorité qui a délivré le certificat.

42946/15

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

**COMMISSION CENTRALE
DES CHEMINS DE FER**

Cm

**RECTIFICATIF N° 2
A LA CIRCULAIRE N° 1**

POUR L'APPLICATION

DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE "SERVICE SPÉCIAL"

SÉRIE MOUVEMENT N° 1

SÉRIE COMMERCIALE N° 4

SÉRIE SERVICES FINANCIERS-GARES N° 2

*"Modalités d'exécution à partir du 12 octobre 1939
des transports d'intérêt national"*

Paris, le 22 novembre 1939.

Col.

Nm.
53

C.C. P. 14

**LISTE DES AUTORITÉS HABILITÉES
POUR DÉLIVRER LES CERTIFICATS DE TRANSPORTS D'INTERÊT NATIONAL**

MINISTÈRE DE LA MARINE MILITAIRE

Le Ministère de la Marine militaire vient d'être autorisé à habiliter pour la délivrance des certificats de transports d'intérêt national certains Ingénieurs ou Agents de surveillance en résidence dans 13 centres importants d'expédition de marchandises. Ces Ingénieurs ou Agents ont, dans la zone d'action qui leur est attribuée, délégation de signature de l'Ingénieur en Chef des Constructions navales, qui reste toujours chargé de l'ensemble de sa Circonscription.

Il a été tenu compte de ces modifications dans les pages rectificatives 2 et 3 ci-jointes, que les gares doivent, dès réception, coller sur les pages correspondantes de l'Annexe N° 6 à la Circulaire N° 1 pour l'application de l'Instruction Générale « Service Spécial » Série Mouvement N° 1 - Série Commerciale N° 4 - Série Services Financiers-Gare N° 2.

Le Commissaire Militaire,
PAQUIN.

Le Commissaire Technique,
R. LE BESNERAIS.

429476145

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

COMMISSION CENTRALE
DES CHEMINS DE FER

Cm

RECTIFICATIF N° 3
A LA CIRCULAIRE N° 1
POUR L'APPLICATION
DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE "SERVICE SPÉCIAL"
SÉRIE MOUVEMENT N° 1
SÉRIE COMMERCIALE N° 4
SÉRIE SERVICES FINANCIERS-GARES N° 2
"Modalités d'exécution à partir du 12 octobre 1939
des transports d'intérêt national"

Paris, le 15 décembre 1939.

Col.

Nm.
53

C. C. P. 14

**LISTE DES AUTORITÉS HABILITÉES
POUR DÉLIVRER LES CERTIFICATS DE TRANSPORTS D'INTÉRÊT NATIONAL**

Il convient d'apporter à la plume les modifications suivantes aux Annexes à la Circulaire N° 1 pour l'application de l'Instruction Générale "Service Spécial" Série Mouvement N° 1 - Série Commerciale N° 4 - Série Services Financiers - Gares N° 2.

**Annexe N° 2. — DÉLIVRANCE DE CERTIFICATS DE TRANSPORT D'INTÉRÊT NATIONAL
PAR LES AUTORITÉS LOCALES.**

Verso - 2° colonne.

Ajouter à la suite des indications se rapportant au Ministère de l'Agriculture,
"Conservateurs, Chefs des Centres Militaires des Bois de Guerre".

Annexe N° 5 — MINISTÈRE DE L'AIR — FABRICATIONS DE L'AÉRONAUTIQUE.

page 2 - Colonne 3 -

il y a : Hôtel de la Duchesse Anne, Place de la Duchesse Anne, à Nantes.

il faut : Institut Polytechnique de l'Ouest, 3, Rue du Maréchal Joffre, à Nantes.

page 4 - colonne 3 -

il y a : Bureaux de la Compagnie Air-France, à Montauban (Haute-Garonne).

il faut : Bureaux de la Compagnie Air-France, à Montaudran par Toulouse (Hte-Garonne).

Le Commissaire Militaire,
PAQUIN.

Le Commissaire Technique,
R. LE BESNERAIS.

429 LM6/15
429LM6/17
429LM6/18
429LM6/19
429LM6/20

Annexe n^e 2 à la circulaire